



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire modifiant l'arrêté ministériel 000522 du 18 avril 2014  
modifié par l'arrêté complémentaire 1D20024341 du 23 décembre 2020 autorisant la société  
SFDM à exploiter des installations de stockage de produits pétrolier  
à Limey-Remenauville.**

N° 2025-0301

AIOT : 0100020984

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de l'Environnement ;

**Vu** le décret n°2004 374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel 000522 du 18 avril 2014 modifié par l'arrêté complémentaire 1D20024341 du 23 décembre 2020 autorisant la société SFDM à exploiter des installations de stockage de produits pétroliers à Limey-Remenauville ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées ;

**Vu** la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

**Vu** la mise à jour de l'étude de dangers de la société SFDM en date du 25 octobre 2018 complétée par la notice de réexamen quinquennal transmise par courrier QSE 18-067 du 31 octobre 2020 ;

**Vu** l'avis du 08 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut ;

**Vu** le courriel du 05 novembre 2025 de la société SFDM transmettant sa notice de réexamen de l'étude de dangers de 2025 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées 2025\_1160 du 29 décembre 2025 d'examen de la notice de réexamen ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 06 janvier 2026 par recommandé électronique ;

**Vu** l'absence d'observations formulées par l'exploitant par courrier en date du 22 janvier 2026 ;

**Considérant** que pour les établissements classés Seveso seuil haut, le réexamen de l'étude de dangers est quinquennal ;

**Considérant** que les MMRI de la « gare racleur et du bâtiment technique » et prises en compte dans l'étude de dangers doivent être mises à jour pour garantir la sécurité des installations ;

**Considérant** que les installations doivent être exploitées conformément aux dispositions de l'étude de dangers pour garantir la maîtrise des risques ;

**Considérant** qu'un avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis dans la mesure où cet arrêté préfectoral ne prescrit pas de nouvelles dispositions techniques à l'exploitant, ni n'en abroge ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Champ et portée du présent arrêté**

La Société Française Donges-Metz, dont le siège social est sis 47, avenue Franklin Roosevelt – 77210 – Avon, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de ses installations de stockage de liquides inflammables – Parc B – sur le territoire de la commune de Limey-Remauville (54470).

### **Article 2 : Exploitation des installations**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans l'étude de dangers du 25 octobre 2018 et complétée, sous la responsabilité de l'exploitant par la notice de réexamen .

### **Article 3 : Le bâtiment technique**

La prescription de l'article 7.1.2 de l'arrêté complémentaire 1D20024341 du 23 décembre 2020 est abrogée et remplacée par la disposition suivante :

*« L'aire couverte abritant la pomperie basse pression abrite deux collecteurs installés en parallèle. Chaque collecteur est muni de neuf vannes motorisées, afin d'assurer le remplissage et la vidange des réservoirs des stockages.*

*Un collecteur est utilisé lors de la réception des liquides inflammables, l'autre est utilisé pour leur expédition.*

*Deux pompes électriques d'un débit nominal de 360 m<sup>3</sup>/h assurent le transfert des liquides inflammables du parc B vers le parc A.*

*Chaque pompe est munie d'un détecteur de débit nul permettant d'éviter son échauffement.*

*Le palier et le corps de chaque pompe sont dotés d'un système de mesure de leur température, relié à une alarme. En cas de dépassement d'un seuil de température « haute » pour l'un de ces équipements, l'alarme arrête le groupe concerné. Les pompes et les collecteurs sont implantés dans une cuvette de rétention en béton.*

*La fosse débitmètre est équipée de deux Détections : 1 Détecteur seuil 1 (sonde HC (Hydrocarbures)) et 1 Détecteur seuil 2 (flotteur NTH (Niveau Très Haut)) qui, en cas d'activation en simultané ferment les clapets buracco situés dans les fosses à vanne des bacs et déclenchent le tapis de mousse préventif ainsi que l'arrêt d'urgence du Parc. »*

### **Article 4 : Le manifold de la gare de racleurs**

La prescription de l'article 7.1.4 de l'arrêté complémentaire 1D20024341 du 23 décembre 2020 est abrogée et remplacée par la disposition suivante :

*un « manifold de la gare racleurs » permettent d'introduire et de recevoir les racleurs qui transitent dans la canalisation reliant le parc B au parc A, est installé dans une cuvette de rétention à l'extrémité de la canalisation reliant le parc B au parc A.*

*Les murs latéraux et le fond de la rétention sont en béton.*

*La cuvette de rétention est reliée au séparateur d'hydrocarbure "BP" du site équipé d'une boule densimétrique obturant sa sortie ainsi que d'une détection de niveau très haut (NTH).*

*La gare racleur est équipée de deux Détections : 1 Détecteur seuil 1 (sonde HC (Hydrocarbures)) et 1 Détecteur seuil 2 (flotteur NTH (Niveau Très Haut)), qui en cas d'activation en simultané, ferment les clapets buracco situés dans les fosses à vanne des bacs et déclenchent le tapis de mousse préventif ainsi que l'arrêt d'urgence du Parc. »*

### **Article 5 : Réexamen de l'étude de dangers**

L'exploitant procède au réexamen quinquennal de son étude de dangers avant le 5 novembre 2030.

Il est attendu que l'exploitant réalise un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'étude de dangers et ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.

La notice de réexamen est conforme à l'avis du 08 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers visé ci-dessus.

La notice de réexamen doit être conclusive sur les 3 points suivants :

- Les Mesures de maîtrise des risques (MMR) existantes (ou éventuellement les barrières de sécurité) sont suffisantes, efficaces, fiables et pérennes et il n'est pas possible d'en mettre en place de nouvelles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus.
- Les conclusions de l'étude de dangers existante ne sont pas affectées par les conclusions du point précédent, les modifications réalisées sur l'installation ou les éventuelles évolutions des connaissances concernant les substances et phénomènes dangereux.
- Le site reste compatible avec son environnement (enjeux humains existants en termes de risques collectifs) compte tenu des MMR lorsqu'elles existent et, le cas échéant, des mesures prises par les pouvoirs publics sur la base de l'étude de dangers pour réduire le risque individuel.

L'exploitant est encouragé, dans le cadre du réexamen quinquennal, à fournir des documents conçus pour permettre d'effectuer facilement l'occultation ou la disjonction des informations relevant de secrets protégés par la loi, notamment des informations sensibles vis-à-vis de la sûreté des sites.

#### **Article 6 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

#### **Article 7 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

## **Article 8 : Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la SOCIÉTÉ FRANÇAISE DONGES-METZ

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Toul
- Madame le maire de Limey-Remenauville

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le **10 FEV. 2026**

Le Préfet,

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général  
Frédéric CLOWEZ

